



ELSEVIER



www.elsevier.com/locate/natsci

ACTUALITÉS DE LA RECHERCHE

## À propos de quatre ouvrages sur Johannesburg : réflexions sur le développement durable

### About four books on Johannesburg: thoughts on sustainable development

Marcel Jollivet \*

Sociologue, Ladyss, CNRS, Maison Max Weber, Bât. K, 92100 Nanterre cedex, France

La préparation du Sommet mondial du développement durable de Johannesburg (26 août - 4 septembre 2002) a donné lieu en France à quatre publications venant des organismes de recherche. Les analyser offre donc l'occasion d'examiner ce qu'il advient de la notion de développement durable quinze ans après sa popularisation par le rapport Brundtland (1987). Il est intéressant de rapprocher ces publications parce qu'étant toutes issues du monde de la recherche, c'est bien du développement durable en tant que notion orientant la recherche qu'elles traitent. Et il est d'autant plus intéressant de le faire qu'en dépit de cette origine commune, elles procèdent de démarches et de points de vue différents.

Deux d'entre elles résultent d'initiatives ministérielles. L'une, intitulée *La science au service d'un développement durable. Contribution des organismes publics de recherche français* est préfacée par la ministre déléguée à la Recherche et aux Nouvelles Technologies et éditée par le ministère<sup>1</sup>. Il s'agit, on l'aura compris, d'un rapport présentant les travaux des organismes de recherche considérés comme ayant trait au développement durable. On pourrait parler d'un « rapport de conjoncture » sur la question. Chaque partie comporte une présentation de l'avancement récent (parfois en référence à la Conférence de Rio) des recherches sur le thème

considéré et des propositions d'axes de recherche. Le document se termine sur des propositions tant de thématiques de recherche que d'organisation de la recherche. La ministre voit dans ce rapport « un document d'étape exprimant les recommandations de la communauté scientifique française » et, pour le ministère, « un instrument de travail précieux » pour la définition – à venir – d'une politique scientifique centrée sur le développement durable. Ce rapport (de 112 pages) est le fruit d'une réflexion conduite par l'IRD à la demande du ministère (cf. encadré 1).

La seconde, de 206 pages, intitulée *Johannesburg, Sommet Mondial du Développement Durable 2002. Quels enjeux ? Quelle contribution des scientifiques ?* est éditée par le ministère des Affaires étrangères et préfacée par le directeur général de la coopération et du développement de ce ministère. Son objectif est de « présenter [au niveau international] l'apport des scientifiques français sur certains sujets » en rapport avec le développement durable<sup>2</sup> et de le faire « dans un langage accessible » afin de « mettre à la disposition du lecteur les éléments nécessaires à la compréhension de ce qui se discutera à Johannesburg ». Elle aborde donc la même question que la précédente. Mais elle le fait dans une perspective moins institutionnelle, en donnant la parole à six auteurs (cf. encadré 2). Elle se termine par une bibliographie sélective commentée et une liste de sites Internet

\* Auteur correspondant. Tél. : 01.40.97.78.06, Fax : 01.40.97.71.55.

Adresse e-mail : marcel.jollivet@u-paris10.fr (M. Jollivet).

<sup>1</sup> Pour tous renseignements : secretariat.communication@recherche.gouv.fr

<sup>2</sup> Des traductions anglaise et espagnole de cet ouvrage sont disponibles sur [www.adpf.asso.fr](http://www.adpf.asso.fr)

**Encadré 1** La science au service d'un développement durable. Contribution des organismes publics de recherche français

**Introduction**

**Lutte contre la pauvreté et promotion de modes de subsistance viables**

Lutte contre la pauvreté et réduction des inégalités

Agriculture écologiquement viable et sécurité alimentaire

Population, urbanisation et établissements humains viables

Santé et développement durable

**Modes de consommation et de production durables**

Les grands enjeux énergétiques

Transports

Industrie

**Gestion plus responsable des ressources naturelles**

Compréhension des milieux et du fonctionnement des écosystèmes

Gestion des sols et des ressources du vivant

Gestion durable des ressources en eau

Océans et zones côtières

Le système climatique

Sous-sol et ressources minérales

Connaissance et impact des catastrophes naturelles

**Moyens de mise en oeuvre**

Transfert des technologies écologiquement rationnelles

Science et renforcement des capacités

Science, éducation et formation

Science, expertise et société

Information pour l'action publique

**Conclusion et propositions**

Thématiques prioritaires

Organisation de la recherche

Liste des organismes contributeurs

**Encadré 2** Johannesburg, Sommet Mondial du Développement Durable 2002. Quels enjeux ? Quelle contribution des scientifiques ?

Enjeux économiques et sociaux du développement durable (Jacques Weber)

La gestion des ressources génétiques végétales : d'une approche empirique à une institutionnalisation internationale.

La biodiversité : un patrimoine menacé, des ressources convoitées et l'essence même de la vie (Robert Barbault)

Pêcheries, Ressources Marines et Conservation : vers un renouveau du concept de développement durable en milieu marin ?

La désertification à la croisée du développement et de l'environnement : un problème qui nous concerne (Antoine Cornet)

Les changements climatiques (Gérard Mégie et Jean Jouzel)

Controverses sur les puits de carbone.

Johannesburg : une chance à saisir (Ignacy Sachs)

Pour aller plus loin. Bibliographie commentée. Audiovisuels. Sites internet

**Encadré 3** Johannesburg**Preface:** Beyond the Cape of Good Hope (Patrick Legrand)**Perspectives**

Sustainable Development: a Necessity to Feed the World? (Bertrand Hervieu)

Sustainable Farming: the Foundations of a New Social Contract? (Etiennes Landais)

Sustainable Development: Think forward and Act now (Bernard Hubert)

**Problematics**

What is the Link between Environmental Issues and Agronomy? (Gilles Lemaire and Jean-Marc Meynard)

Environmental Conservation: from Concepts to Actions (Jacques Lecomte)

Searching for Nature (Jacques Lecomte)

The Assets and Vulnerability of French Agriculture (Dominique Dron)

Defining what is a Living Organism: from Biology to Social Debates (Bernard Chevassus-au-Louis)

Decision, Expertise, Arbitrariness and Transparency: Elements of Sustainable Development (Pierre-Frédéric Ténrière-Buchot)

Non-governmental Associations and Organisations: Complex and Constructed Expectations (Patrick Legrand)

**Lightings**

The Fallow and its Agronomic, Economic and Environmental Functions (Michel Sebillote, Sophie Allain, Thierry Doré and Jean-Marc Meynard)

Livestock Farmers, Researchers and Scrub (Jean-Paul Chabert, Elisabeth Lécrivain and Michel Meuret)

The Management of Sensitive Natural Areas - the Way it works and the Perspectives it offers (Catherine Proffit)

The Land, the Environment and Cheese Production: the Example of cheese produced in the Northern Alps (Jean-Marcel Dorioz, Philippe Fleury, Jean-Baptiste Coulon and Bruno Martin)

Agronomic Research faced with Greenhouse Effect Gas (Bernard Seguin)

The Background of the Kyoto Protocol, Stakes that go beyond the Fight against Climatic Change (Michel Robert)

Sustainable Farming, *Terroir* and Food Traditions (Christian Brodhag)**Postface:** Researches on Farming in the Sustainable Development Problematics (Catherine Laurent)

fournissant de l'information ou des documents audiovisuels ayant trait au développement durable. Autant d'excellents outils de travail sur la question.

La troisième est un numéro spécial des « Dossiers de l'environnement de l'Inra » (n° 22, juin 2002, 212 p). Intitulé tout simplement *Johannesburg*, ce document est composé d'une sélection de quatorze articles déjà publiés, pour la plupart entre 1998 et 2002, dans le *Courrier de l'environnement* (également publié par l'Inra) et de cinq textes originaux. Dans leur quasi-totalité, les vingt-cinq auteurs sont de l'Inra (cf. encadré 3). Il s'agit là en quelque sorte d'une « carte de visite » par laquelle l'organisme affiche son engagement institutionnel en faveur du développement durable. La version écrite est d'ailleurs en anglais et visait à être distribuée à Johannesburg<sup>3</sup>.

La quatrième publication est de nature bien différente puisqu'il s'agit, pour le coup, purement et simplement d'un ouvrage scientifique collectif.

Réunissant vingt-sept auteurs, intitulé *Développement durable ? Doctrines, Pratiques, Évaluation*, édité par les Éditions de l'IRD (octobre 2002), ce livre a été réalisé à l'initiative de chercheurs de cet organisme et a tout l'air d'être une sorte de "manifeste" de leur part. Les textes ont été réunis et sont présentés par Jean-Yves Martin, sociologue (cf. encadré 4). C'est précisément Jean-Yves Martin qui a eu la responsabilité de coordonner le groupe de travail chargé de réaliser le document du ministère de la Recherche et des Nouvelles Technologies dont il a été question ci-dessus.

La comparaison des sommaires permet de saisir dès le premier coup d'œil la façon dont la notion de développement durable est comprise d'une publication à l'autre. Un point commun est un centrage clair et net sur la notion de développement.

C'est particulièrement affirmé dans le rapport du ministère de la Recherche : les intitulés de ses parties et le fait qu'il s'ouvre par une partie consacrée à la « lutte contre la pauvreté » et à la « promotion de modes de subsistance viables » sont suffisamment parlants. Cette orientation est

<sup>3</sup> Une version en français de ce document est consultable sur [www.inra.fr/dpenv/do22.htm](http://www.inra.fr/dpenv/do22.htm).

#### Encadré 4 Développement durable ? Doctrines, Pratiques, Évaluation

Après une introduction de Jean-Yves Martin intitulée « Le temps et l'espace des sociétés », l'ouvrage comporte trois parties regroupant chacune quatre textes. Ceux de la première partie (« Doctrines ») situent la question abordée par l'ouvrage dans son contexte général (« Environnement et développement. Quelques réflexions autour du concept de 'développement durable' » par Audrey Aknin, Géraldine Froger, Vincent Géronimi, Philippe Méral, Patrick Schembri) ou consistent en des exposés généraux sur ses composantes jugées majeures. Trois sont retenues : la dimension sociale du développement durable (« La dimension sociale du développement durable : réduction de la pauvreté ou durabilité sociale ? » par Jean-Luc Dubois et François-Régis Mahieu), la question de la biodiversité (« De Rio à Johannesburg, les avatars de la biodiversité » par Catherine Aubertin) et celle des savoirs naturalistes (« Patrimoines et savoirs naturalistes locaux » par Marie-Christine Cormier-Salem et Bernard Roussel). La seconde partie (« Pratiques ») traite de quatre exemples illustrant la multiplicité des facettes de la notion de développement durable : « Espace, environnement et développement. Du bon usage des populations réfugiées : l'accueil des exilés soudanais en Ouganda » (Luc Cambrézy), « La ville durable côté Sud : entre utopies et pratiques » (Pascale Metzger, Dominique Couret, URBI), « Du discours global aux pratiques locales ou comment les conventions sur l'environnement affectent la gestion de la forêt tropicale » (Geneviève Michon) et « L'impact de la croissance démographique sur le développement : évolution d'une idée » (Michel Picouët et Frédéric Sandron). La troisième partie (« Évaluations ») revient sur certains des thèmes transversaux majeurs de la notion de développement durable et soulève des questions de fond sur sa nature et sa portée. Trois thèmes sont abordés : celui de la sécurité alimentaire (« Cordon sanitaire pour le Nord et insécurité nutritionnelle pour le Sud : le dilemme alimentaire aujourd'hui » par Georges Courade et Francis Delpeuch), celui de des pandémies (« Les émergences du microparasitisme dans le macroparasitisme global : un obstacle au développement durable ? » par Pierre Vidal et Jean-Paul Gonzalez) et celui des inégalités en matière de recherche scientifique (« Le défi de la mondialisation : marchandisation ou partage des savoirs ? » par Bernard Schlemmer, Jean-Yves Martin, Abdelkader Sid Ahmed et Roland Waast). Le texte qui termine cette partie se livre à une critique radicale de la notion de développement durable en en stigmatisant la dimension idéologique (« Le développement durable, instrument d'intégration globale » par Bernard Hours). L'ouvrage se termine par quatre annexes : deux donnent des visions d'ensemble (« Activité scientifique et développement durable : une analyse au travers du champ de la foresterie » par Jean-Paul Lescure et « Notes bibliométriques sur les thèmes du développement durable » par Audrey Aknin, Géraldine Froger, Vincent Gironimi, Philippe Méral et Patrick Schembri), les deux autres portent plus précisément sur l'économie (« Remarques critiques sur l'intégration de l'environnement dans l'analyse économique » et « La faible prise en compte du développement durable dans les CSLP<sup>4</sup> », l'un et l'autre par ces mêmes derniers auteurs). L'ouvrage s'ouvre par les résumés en anglais des textes qu'il contient et se termine par leurs résumés en français.

confirmée par le rédacteur de l'introduction de ce rapport, pour qui « par rapport à Rio, les dimensions économiques et sociales devraient être mises en avant, traduisant le passage d'une conférence sur l'environnement et le développement, à une conférence sur le développement durable » (p. 12).

Cela vaut également, même si c'est moins méthodiquement marqué dans les intitulés des parties, de l'ouvrage placé sous l'égide du ministère des Affaires étrangères. Il est significatif que cet ouvrage débute par un texte intitulé « Enjeux économiques et sociaux du développement durable » et qu'il ait été choisi de privilégier des questions

telles que celles de la gestion des ressources végétales ou des ressources marines et celle de l'érosion. « On peut espérer, écrit d'ailleurs sans ambiguïté Jacques Weber dans le premier texte, qu'à Johannesburg, le développement social prendra le pas sur l'économie et l'environnement, tant les humains sont la seule destination des progrès économiques et environnementaux » (p. 20). Dans le texte qui conclut le même ouvrage, Ignacy Sachs souhaite encore plus nettement que l'environnement soit remis à ce qui est selon lui sa juste place, lorsqu'il écrit : « Au plan institutionnel, la transition vers le développement durable ne pourra se faire aussi longtemps que cette problématique tout à fait centrale et, par là, relevant des instances les plus hautes du pouvoir sera logée à l'enseigne des ministères de l'Environnement, comme si le développement durable était un appendice des politi-

<sup>4</sup> Les Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) sont des dispositifs exigés par la Banque mondiale pour qu'un pays puisse bénéficier de son aide dans le cadre du programme « Pays pauvres très endettés » (PPTE).

ques environnementales alors qu'en réalité l'environnement n'est qu'une des dimensions du concept pluridimensionnel de développement » (p. 181).

C'est aussi clair pour le « dossier » de l'Inra, même si, en l'occurrence, c'est, de façon plus restrictive, de développement agricole seulement – mais aussi de la place de l'alimentation dans un développement durable – qu'il s'agit.

C'est enfin évident en ce qui concerne l'ouvrage de l'IRD, qui s'avère en fait être pour l'essentiel une réflexion de chercheurs en sciences sociales autour de cette notion de développement, qui les concerne évidemment tout particulièrement. Jean-Yves Martin s'en explique en évoquant « une évolution des priorités qui, depuis dix ans, fait apparaître un déplacement des préoccupations liées à la dégradation de l'environnement physique vers celles qui sont liées aux sociétés et aux individus qui les constituent » (p. 41).

Nous sommes bien face à un renversement des perspectives par rapport à Rio et, de ce fait, réflexions et propositions visent à mettre en scène et en débat le passage d'un « développement » qui a montré ses limites, voire ses effets pervers, à un développement censé surmonter les premières et éviter les seconds. C'est cette évolution attendue – et souhaitée – qui explique que les trois publications se soient placées sous le signe du développement : au demeurant, la rencontre de Johannesburg ne s'intitule-t-elle pas « Sommet mondial du développement durable » ?

Ceci étant dit, des différences sensibles d'approches de cette question apparaissent d'une publication à l'autre. Cette remarque vaut à la fois pour la gamme des thématiques abordées et pour la façon de les articuler les unes aux autres.

Sur le premier point, une grande parenté existe entre les deux publications issues d'initiatives ministérielles. On retrouve en effet, dans l'une comme dans l'autre, l'éventail bien connu des grandes questions qui structurent l'idée même de développement durable (le développement économique et social, la biodiversité, le changement climatique, la gestion des ressources naturelles...) ; et les spécialités des auteurs illustrent bien la pluridisciplinarité à laquelle renvoie ce spectre de questions. On peut en dire autant de la publication de l'Inra, à ceci près que toutes ces questions sont abordées de façon plus ciblée et à travers le seul filtre de l'agriculture.

L'ouvrage des chercheurs de l'IRD, par contre, fait contraste. Il ne retient en effet que la première dimension du développement durable (le développement économique et social) et les auteurs qu'il regroupe viennent de façon presque exclusive des sciences sociales. La question de la biodiversité est

bien également abordée, mais uniquement sous ses angles économique, juridique, anthropologique et politique. Ceci présente le gros avantage de donner une plus large place aux approches de sciences sociales. Et c'est une bonne chose, car, comme cela a été le cas pour la question de l'environnement, celles-ci ont tendance à garder leurs distances par rapport à la notion de développement durable et à temporiser. Il est donc bon qu'une opportunité leur soit donnée de l'examiner en détail et à partir de points de vue aussi divers que possible.

Dans cette perspective, l'ouvrage comble l'attente, par la diversité tant des disciplines qui s'expriment que des thèmes abordés et des angles sous lesquels ils le sont. Certes, bon nombre des textes réunis reviennent sur des thèmes qui n'ont pas attendu l'avènement de la référence à un développement durable pour être l'objet de recherches, mais les analyses qu'ils en font prennent un relief et un intérêt nouveaux lorsqu'ils sont considérés à travers le prisme de celle-ci : il est instructif de voir les décalages que la notion de développement durable invite ou contraint à introduire dans les problématiques et dans la façon de considérer les problèmes. Ces analyses ont en même temps le mérite de confronter cette notion à des questions et à des constats qui la remettent sérieusement en cause et qu'elle ne peut pas ignorer. D'autres textes renvoient plus directement à la mise en œuvre directe de la notion de développement durable à travers l'application des politiques internationales dans lesquelles elle s'incarne et, qu'il s'agisse de suivre les évolutions de celles-ci (comme dans le cas de la biodiversité) ou les conséquences des applications qui en sont faites au niveau local, la distance entre les objectifs visés et ce qui se passe réellement (en ce qui concerne la gestion des forêts tropicales, par exemple) met en évidence des contradictions considérables. Ce sont des pétitions de principe ignorant les réalités du terrain qui sont alors en cause. D'où l'intérêt de recherches qui les mettent à l'épreuve des faits, comme en témoignent plusieurs des textes. Au passage, des idées convenues sont remises en cause (comme, par exemple les conceptions « néo-malthusiennes » des impacts de la démographie sur l'environnement).

D'une façon générale, l'intérêt de ces textes est dans leur souci de s'interroger sur la pertinence de la notion de développement durable à travers l'examen de ce qu'elle induit, ou est censée induire, comme infléchissements dans les dimensions sociales du développement. Certains textes vont plus loin, en ce sens qu'ils constituent une tentative pour donner un sens et un contenu réels à ces dernières. C'est tout particulièrement le cas du

texte consacré aux analyses de la pauvreté et de l'exclusion, phénomènes qui sont un déni pur et simple du principe d'« équité » que la notion de développement durable met en avant. Fournir, comme le fait ce texte, des outils conceptuels pour armer l'analyse sur ce point crucial, est bien, en effet, une des conditions majeures pour que cette référence à l'équité sorte de l'abstraction et perde le caractère aussi incantatoire qu'inutile qu'elle a généralement.

Au total, on peut dire que cet ouvrage instruit le dossier des dimensions sociales du développement durable, tâche absolument indispensable pour sortir de l'écueil « écologiste » qui a longtemps guetté cette notion. Il le fait en utilisant le caractère normatif de la notion de développement durable. Et ce, sur un double mode : d'une part, en en faisant un modèle de référence utilisable comme grille d'analyse (et, pourrait-on même dire plus exactement, comme grille critique d'analyse) ; d'autre part, en l'instrumentant pour lui donner une contrepartie analytique. Chacun des textes contient donc une conception, plus ou moins explicite et fonction de la question traitée, de ce qu'il faut entendre par « développement durable ». Il serait intéressant de faire la synthèse de ces différentes conceptions pour comprendre comment les sciences sociales s'emparent de cette notion. Il est un peu dommage que cela n'ait pas été fait et que l'ouvrage se termine par un texte uniquement critique dénonçant – c'est bien le terme qui convient – sa dimension « idéologique ». Dimension au demeurant incontestable et primordiale, et qui doit en effet être rappelée, soulignée même, et analysée sous peine d'une naïveté grave, qui constituerait purement et simplement une erreur de jugement et, du point de vue des sciences sociales, une erreur de méthode et d'interprétation de première grandeur. Mais n'est-ce pas également une erreur que d'ignorer sa portée heuristique ? Ce qu'illustrent précisément la plupart des textes de l'ouvrage, n'est-ce pas précisément qu'elle mérite attention en elle-même, comme notion à la fois critique et constructive du point de vue analytique ?

Cette exclusivité donnée aux dimensions économiques et sociales d'un développement durable ne saurait signifier et justifier que l'on puisse faire l'impasse sur les dimensions environnementales de l'expression. La façon d'articuler les unes et les autres dans des démarches de recherche, question délicate s'il en est, est bien le second point sur lequel la comparaison s'impose entre les quatre publications.

Cette préoccupation n'est pas absente de l'esprit de certains au moins des chercheurs en scien-

ces sociales auteurs de l'ouvrage de l'IRD. Ainsi, les auteurs du premier texte de l'ouvrage soulignent bien que « le véritable enjeu réside [...] dans la mise en œuvre d'une approche intégrée des trois dimensions du développement durable, tel qu'il est défini dans le rapport Brundtland » (p. 67). D'où la question à laquelle ils aboutissent comme étant centrale dans toute analyse en rapport avec le développement durable : « Comment mettre en cohérence le temps de l'économie, le temps de la nature et le temps du social ? » Les sciences sociales ne peuvent évidemment pas répondre à elles seules à cette question excellemment posée. Le livre auquel ils contribuent non plus.

Les trois autres publications ne le font pas davantage, bien sûr, car c'est là une question de recherche compliquée – et fort mal maîtrisée. Mais elles témoignent néanmoins d'un souci plus ou moins marqué de mettre en rapport des phénomènes de divers ordres et, ainsi, de rappeler que raisonner sur le développement durable, c'est raisonner sur des « interfaces ». C'est ce que font – de façon inégale, il est vrai – les auteurs de la publication patronnée par le ministère des Affaires étrangères. Considérés sous cet angle, les textes du « dossier » de l'Inra présentent une grande diversité. Tout dépend de la question traitée. Certains des textes développent un point de vue très général, d'autres au contraire sont centrés très précisément sur une discipline, d'autres font appel de façon précise à plusieurs disciplines. Mais c'est incontestablement dans le rapport du ministère de la Recherche que l'effort de redécoupage, de déconstruction et reconstruction, des domaines de recherche en s'efforçant de les faire entrer dans une grille répondant à la problématique d'un développement durable est le plus poussé et le plus systématique. Même s'il faut bien admettre que ce genre de travail est avant tout un exercice de style, il est utile en ce qu'il propose une vision d'ensemble du champ de recherche que couvre le développement durable et lui donne une structure. Cette construction peut être critiquée ; elle offre au moins prise à la critique par son existence même et cette critique est un moyen de faire avancer la réflexion. De ce point de vue, l'état des recherches qui nous est proposé est intéressant en tant que proposition de départ d'une problématique générale de recherche – indispensable, car recentrant les questions et contrebalançant l'inévitable dispersion des recherches – sur le développement durable. À amender, bien sûr, autant que de besoin !

Toujours à propos de la façon d'articuler les différentes dimensions de la notion de développement durable, une dernière comparaison, portant cette fois sur la méthode, mérite d'être faite. À

**Encadré 5** Une recherche interdisciplinaire intégrant l'apport des sciences humaines et sociales

Agir dans le sens d'un développement plus durable implique d'approfondir les connaissances sur le fonctionnement de systèmes complexes, reposant sur les interactions entre les sociétés humaines et le milieu naturel. L'interaction est double : les activités des sociétés humaines et les choix de développement doivent s'adapter aux contraintes et aux potentiels du milieu naturel ; mais inversement, les choix en matière de politique économique et de style de vie transforment également ce milieu. Il est donc essentiel que toute recherche sur le développement durable intègre ces deux composantes de l'environnement, sociétale et écologique, dont les dynamiques sont fondamentalement liées. L'enjeu aujourd'hui est d'établir les conditions d'une compatibilité durable entre la dynamique des systèmes sociaux et naturels. Œuvrer dans cette perspective, c'est promouvoir notamment des travaux interdisciplinaires, d'une part sur les dynamiques temporelles et spatiales des interactions sociétés/nature et, d'autre part, sur la gouvernance, avec un questionnement sur les nouvelles formes de concertation et de participation des institutions publiques, du secteur privé et de la société civile. C'est aussi mettre en place un dispositif de recherche qui intègre d'emblée les différentes approches disciplinaires, écologues, physiciens, chimistes, hydrologues, climatologues etc., aux côtés des économistes, sociologues, historiens, géographes, démographes, juristes, anthropologues, philosophes, etc..

Il s'agit également de développer des programmes sur des domaines particuliers qui, au-delà d'une approche pluridisciplinaire, permettent que des objets soient appréhendés en commun par les chercheurs des sciences humaines et sociales et des sciences de la vie, de l'univers et pour l'ingénieur, et qu'une telle convergence fasse émerger de nouvelles méthodologies d'analyse et d'action. Cette interdisciplinarité, dont la nécessité est admise par la plupart des chercheurs, devra être rendue possible par les procédures d'évaluation et d'avancement. Les réformes des organismes de recherche depuis le sommet de Rio vont dans ce sens, mais l'effort devra être poursuivi dans les années à venir.

(Extrait)

dire vrai, seul le rapport du ministère délégué à la Recherche et aux Nouvelles Technologies aborde cette question. Il le fait dans ses considérations finales, parmi les propositions des orientations de recherche à privilégier. Parmi celles-ci, on retiendra tout particulièrement celle qui a trait à l'interdisciplinarité (qui fait l'objet de la citation de l'encadré 5). Il n'est pas sans intérêt de noter que ces propositions ne se contentent pas, comme à l'accoutumée, de mettre l'accent sur des thématiques prioritaires. D'autres portent d'ailleurs également sur des créations de structures permettant de fédérer les efforts de recherche.

Dans les lignes – rapides – consacrées à l'interdisciplinarité, deux problèmes sont en fait liés : celui de la coopération entre disciplines pour l'analyse des « dynamiques temporelles et spatiales des interactions sociétés/nature » (p. 108) et celui que pose la question de la « gouvernance » qui appelle des « nouvelles formes de concertation et de participation des institutions publiques, du secteur privé et de la société civile » (*ibid.*). Le rapprochement entre ces deux problèmes sous le chapeau commun de l'interdisciplinarité est à la fois judicieux, crucial et problématique, si ce n'est contradictoire. Il pose la question de la distinction entre une recherche qui, en prenant à bras le corps la complexité des rapports société/nature dans son analyse, inclut l'action – et donc les acteurs – dans le champ

de celle-ci et une recherche-action qui se fait avec les acteurs (on parle aujourd'hui de « recherche participative »). S'interroger sur cette distinction, c'est aussi se poser la question du rapport entre ces deux types de démarches de recherche.

Un seul des textes présents dans les quatre publications aborde ce problème à la fois méthodologique et épistémologique. Il s'agit de celui de Bernard Hubert intitulé « *Sustainable Development: Think forward and Act now* » dans le dossier de l'Inra (p. 41-56)<sup>5</sup>. Ces considérations sont à rapprocher des réflexions sur l'expertise, autre forme du rapport entre la recherche et l'action, qui n'occupe, elle non plus, guère de place dans notre corpus de textes. Évoquée en termes très vagues dans le rapport du ministère délégué à la Recherche et aux Nouvelles Technologies (p. 95-96), la question de l'expertise n'est traitée que dans un autre texte : il s'agit encore d'un texte du dossier de l'Inra, celui de Pierre-Frédéric Ténières-Buchot intitulé « *Decision, Expertise, Arbitrariness and Transparency: Elements of Sustainable Development* » (p. 107-118). Au total, la faiblesse de la place accordée à ces problèmes de méthode, par ailleurs jugés fondamentaux, est frappante. Sur ce

<sup>5</sup> On peut également se reporter à l'article de Bernard Hubert « Les rapports entre chercheurs et acteurs » (*NSS*, 4, 2002, 51-61)

plan, l'originalité du dossier de l'Inra ressort. Pour le reste, il s'agit en fait plus de juxtapositions que d'une véritable intégration de points de vue disciplinaires. Et la posture de recherche qui domine reste largement la posture classique fondée sur le schéma d'un savoir scientifique en soi qu'il s'agit de « transférer » (aux décideurs ou à la société civile).

Ce qui fait l'intérêt de ces quatre publications, c'est qu'elles ont en commun d'avoir été motivées par un souci de faire le point à un moment précis sur l'approche scientifique du développement durable. Ce qui fait leur richesse, c'est qu'en outre, elles viennent d'horizons différents et que, de ce fait, elles se complètent. Ce compte rendu croisé ne prétend nullement épuiser leur apport. Loin de là ! Il en ressort simplement que leur confrontation illustre bien une problématique scientifique de la notion de développement durable et que celle-ci existe donc bel et bien. Tout ceci à l'échelle de la seule France, bien sûr. Les grands axes de cette problématique sont certes connus. Il n'en est pas moins intéressant d'en avoir une vue synoptique et

de voir des articulations de plus en plus fines se créer entre eux. La richesse des concepts mobilisés apparaît également. Des propositions sont faites pour organiser le travail de recherche à partir des états des lieux dressés collectivement. C'est l'objectif même du rapport du ministre délégué à la Recherche et aux Nouvelles Technologies et il tient ses promesses en la matière ! Le dossier de l'Inra se termine par une postface qui fait une synthèse des questions de recherche que posent les textes qui y sont réunis. Tout cela offre donc matière à des débats et à un travail collectif. Il faudrait aller beaucoup plus loin dans l'analyse de l'ensemble des textes pour montrer quelles pistes originales de recherche cette problématique ouvre. La lecture en suggère de multiples. Il serait aussi intéressant de s'interroger sur les filiations entre la question du développement durable et celle de l'environnement. L'enjeu n'est-il pas précisément de trouver le meilleur ajustement possible entre elles ? Ces quatre publications méritent donc une attention qui dépasse leur caractère d'ouvrages de circonstances. Ou qui, paradoxalement, en découle.

Available online at [www.sciencedirect.com](http://www.sciencedirect.com)

SCIENCE @ DIRECT®